

Claude Verreault, Louis Mercier et Thomas Lavoie, dir.
1902-2002 — La Société du parler français au Canada cent ans après sa fondation : mise en valeur d'un patrimoine culturel.
Québec, Presses de l'Université Laval, 2006. 242 p.

Xavier Gélinas

Volume 9, numéro 1, automne 2008

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1022828ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1022828ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1492-8647 (imprimé)

1927-9299 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gélinas, X. (2008). Compte rendu de [Claude Verreault, Louis Mercier et Thomas Lavoie, dir. *1902-2002 — La Société du parler français au Canada cent ans après sa fondation : mise en valeur d'un patrimoine culturel.* Québec, Presses de l'Université Laval, 2006. 242 p.] *Mens*, 9(1), 152–157.
<https://doi.org/10.7202/1022828ar>

difficile d'être entièrement d'accord avec lui à cause du désenchantement qui transpire dans sa lecture. Mais sa contribution s'inscrit « pour la suite du monde » (p. 4) et de la recherche, en rappel du titre d'un film culte du cinéaste bien connu Pierre Perrault.

*Joelyne Mathieu
Département d'histoire
Université Laval*

**Claude Verreault, Louis Mercier et Thomas Lavoie,
dir. 1902-2002 – La Société du parler français au
Canada cent ans après sa fondation : mise en valeur
d'un patrimoine culturel. Québec, Presses de
l'Université Laval, 2006. 242 p.**

La Société du parler français au Canada mit fin à six décennies d'activités en 1962. Qui s'en souvient aujourd'hui, hors d'un cercle restreint de lexicographes et d'experts en aménagement linguistique ? C'est pour remédier à cet oubli, qui ne manque pas de surprendre dans un milieu où le statut et la qualité de la langue constituent un souci existentiel, que le Laboratoire de lexicologie et lexicographie québécoises, formé de chercheurs de l'Université Laval, de l'Université de Sherbrooke et de l'Université du Québec à Chicoutimi, a tenu, en 2002, un colloque au Musée de la civilisation, à Québec, dont les actes ont été publiés quatre ans plus tard.

Comment définir cette institution qui paraîtra hybride aux contemporains que nous sommes, habitués à une compartimentation entre organismes gouvernementaux de réglementation et de surveillance, instituts universitaires de recherche désintéressée, tant en linguistique qu'en littérature,

éditeurs de dictionnaires et glossaires, chroniques linguistiques de journaux destinées au grand public, et groupes de pression voués à la dignité et à la protection de la langue ? La Société du parler français fut un peu tout cela, ce qui explique sans doute qu'avec la spécialisation et la professionnalisation qui ont marqué l'après-guerre et, davantage encore, les années soixante, elle s'étiolera à compter de 1945 et, victime en quelque sorte de la qualité de ses semences et de ses récoltes, verra ses multiples fonctions reprises par d'autres acteurs.

Fondée à Québec en février 1902, sous l'égide d'Adjutor Rivard, avocat passionné par les questions linguistiques, et de l'abbé Stanislas-Alfred Lortie, professeur de philosophie, elle a joui de l'hospitalité de l'Université Laval pendant soixante ans. La Société s'est distinguée par l'organisation de Congrès de la langue française regroupant des milliers de délégués en 1912 et en 1937. (Le Congrès de 1952, quant à lui, fut convoqué par le Comité permanent de la survivance française en Amérique, rebaptisé depuis Conseil de la vie française en Amérique, émanation directe de la Société quelques années auparavant.) Mais il s'en faut que la Société ait réservé ses ardeurs à la tenue d'événements à grand déploiement, propices aux épanchements oratoires mais pas toujours aux lendemains tangibles. Elle a disséminé ses « Corrigeons-nous » à travers le système scolaire pendant nombre d'années et mis sur pied plusieurs chantiers de recherche. Ses travaux ont été diffusés jusqu'en 1918 dans son *Bulletin* qui tire rapidement à 2000 exemplaires, puis dans *Le Canada français* et dans la *Revue de l'Université Laval*. Le legs durable de la Société demeure le *Glossaire du parler français au Canada*, lancé en 1930 sous la signature de Rivard et de Louis-Philippe Geoffrion, haut-fonctionnaire de son état, linguiste autodidacte par vocation. Le *Glossaire* fut réédité jusqu'en 1968, et forme l'ossature de l'ac-

tuel Trésor de la langue française, dirigé par Claude Poirier à Laval.

Le recueil dirigé par les professeurs Verreault, Mercier et Lavoie rend compte de ce foisonnement de missions. (Notons que le présent livre ne doit pas être confondu avec un autre titre récent de Louis Mercier, publié en 2002, également aux PUL : *La Société du parler français au Canada et la mise en valeur du patrimoine linguistique québécois (1902-1962). Histoire de son enquête et genèse de son glossaire.*)

Jean-Denis Gendron, phonéticien renommé, président de la Commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec dans les années soixante-dix, ancien président de la Régie (devenue l'Office) et du Conseil de la langue française, mais aussi dernier président élu de la Société (1961), s'attache à retracer l'historique de celle-ci à grands traits. Les visées nationales – mais jamais nettement nationalistes – furent l'horizon suprême de ses fondateurs et premiers animateurs, rappelle-t-il, tant le travail sur la langue, en Amérique française, ne pouvait s'inscrire dans un objectif simplement philologique. Avant d'être des érudits, les Rivard et Lortie, de même que le reste du noyau des pionniers, les Narcisse-Eutrope Dionne, Camille Roy et Jules-Paul Tardivel, par exemple, ainsi que maints animateurs subséquents comme Luc Lacourcière et Félix-Antoine Savard, appartenaient à cette élite pétrie de fierté identitaire.

L'action linguistique et l'action patriotique étaient donc vouées à s'entremêler, mais, au fil des années, une dissociation est apparue, comme l'explique le chapitre d'Yves Roby sur les rapports entre la Société du parler français et la francophonie nord-américaine, particulièrement au sujet des Congrès de 1912 et de 1937. Son étude, sensible, regorge de citations et évoque les espoirs et angoisses du temps. Elle mérite de devenir un petit classique de l'histoire de notre diaspora.

Dans un article remarquable, Claude Verreault examine la conception du français selon Adjutor Rivard. La question est cruciale, tant le fondateur a donné le « la » à la Société. Une réhabilitation sereine, bien contextualisée, nous est proposée. Certes, l'avocat-linguiste tenait à « la langue, gardienne de la foi », axiome d'un autre temps, mais justement, en comparaison des auteurs de son époque, son analyse du français, de ses locuteurs, de ses variétés et qualités paraît exceptionnellement lucide, scientifique et ouverte d'esprit. Le travail dialectologique de la Société retient l'attention de Thomas Lavoie, de l'UQAC ; les intentions des fondateurs étaient enthousiastes et ambitieuses, mais leurs réalisations, quoique non négligeables, procédèrent par à-coups inachevés. Il incombera à Gaston Dulong, marchant dans la voie tracée par ses devanciers, de compléter l'œuvre en 1980 par son *Parler populaire du Québec* en dix volumes. Louis Mercier embrasse l'œuvre lexicologique et lexicographique de la Société dans un chapitre costaud mais non pesant, nuancé, abondamment documenté. L'analyse des publications de la Société fait voir une évolution graduelle, conforme à la logique des fondateurs, du descriptif vers le prescriptif ; le « travail d'épuration » doit suivre l'étude. On remarque aussi que les animateurs ne se sont pas contentés de pourchasser les anglicismes mais ont très tôt cherché à proposer des substituts conformes à la fois au génie du français et aux réalités locales.

L'étude de Claude Poirier et Gabrielle Saint-Yves se détache de la seule Société pour examiner l'ensemble des glossaires et dictionnaires spécialisés en français canadien, entre celui de Jacques Viger (1810) et le *Dictionnaire général* de Louis-Alexandre Bélisle (1957). Il s'agit de déceler « la quête identitaire du peuple québécois » qui s'en dégage. On voit que, pour notre langue, l'oscillation entre le pôle de la description (sans jugement de valeur) et celui de la correction, ne

date pas d'aujourd'hui et qu'il faut dépasser l'opposition rigide, presque factice, entre ces deux extrêmes théoriques. Ce serait vers 1860 que les lexicographes adopteront une attitude de plus en plus puriste, axée sur la correction des fautes, empreinte d'inquiétude à l'égard des déviations présumées du français national et de l'influence délétère de l'anglais. La langue populaire, que l'on juge abâtardie, inspire un alarmisme quant à l'avenir de la nation. Le glossaire d'Oscar Dunn, à la fin du XIX^e siècle, tempénera ces craintes sans évacuer pour autant le souci correctif. Plus tard, Adjutor Rivard se montrera plus clément pour le lexique canadien-français mais impitoyable pour la prononciation. Peu à peu et non sans tiraillements, on admet la légitimité d'une variété canadienne de bon aloi du français et on cesse de prôner la conformité systématique à la norme d'outre-mer. En réalité, ces questionnements perdurent au-delà de la Révolution tranquille et la question de la pertinence d'un « français québécois », « standard » ou pas, demeure irrésolue.

Marie-Andrée Beaudet examine l'apport de la Société du parler français à la constitution de la littérature québécoise. Elle note que si, en ses premières décennies, la Société a entretenu une vision peu moderne de la littérature, par son moralisme, son apologie du régionalisme et son attachement à la norme du Grand Siècle, c'est en bonne partie par elle que sont nées les mentalités et les pratiques contribuant « et de façon décisive [...] à institutionnaliser la littérature canadienne-française et à professionnaliser les métiers de critique et d'historien de la littérature » (p. 183). La professeure Beaudet a raison d'insérer l'œuvre de la Société durant les années 1900-1920 dans le contexte du redressement national voulu par les Errol Bouchette, Edmond de Nevers et Édouard Montpetit ; il faudrait y ajouter le nom de Lionel Groulx pour son rôle de pionnier à l'Association catholique de la jeunesse

canadienne-française (1903), à l'Université de Montréal dès 1915 et à *l'Action française*.

Dans un texte qui aurait gagné à figurer en tête du recueil plutôt que vers sa fin, Simon Langlois résume le contexte du demi-siècle traversé par la Société. Le « récit canadien-français » à l'échelle continentale et nourri par la paroisse, la famille et la foi, se dissipe lentement au profit d'un « récit québécois » comparable au paradigme actuel, et la Société disparaît lorsque ce deuxième récit supprime le premier. Le sociologue a évidemment raison pour l'essentiel et ses rappels politiques, démographiques et sociaux nous prémunissent contre le piège de l'anachronisme. Question de détail : est-il bien certain que la baisse des abonnements aux périodiques religieux spécialisés indique un lent déclin de l'autodéfinition catholique des Québécois ? Jusqu'au deuxième tiers du XX^e siècle et même après, la grande presse, la radio et la télévision, tant étatiques que privées, n'ont-elles pas réservé une large place à la religion ? Le taux de messalisation ne serait-il pas une mesure plus valable ?

Les huit collaborateurs du recueil nous livrent de précieuses études sur la Société du parler français au Canada et, par-delà cette dernière, sur les questions multiples associées à la langue au XX^e siècle. Un livre ne peut tout couvrir, bien sûr, et les lecteurs stimulés par ces chapitres et qui souhaiteraient se pencher sur Louis-Philippe Geoffrion et ses *Zigzags autour de nos parlers* (1924), auteur et œuvre certes évoqués ici mais sans luxe de détails, aimeront consulter une étude récente et allègre de Paul Laurendeau à l'adresse www.yorku.pauull/articles/2004c.html.

Xavier Gélinas
Division d'archéologie et d'histoire
Musée canadien des civilisations